

Intégration continentale et eau

La Terre a soif. Le Sud-ouest américain notamment se sert de l'eau à des fins industrielles et agricoles, plus rapidement que la nature ne peut la remplacer. Plutôt que de réduire la consommation en eau, les politiciens et les hommes d'affaires américains se tournent vers le Grand Nord canadien comme porte de sortie grâce au détournement des Grands Lacs et à l'exportation d'eau en vrac.

« Certaines personnes ont suggéré que [l'on transporte l'eau] dans d'anciens pipelines, a dit George W. Bush, six mois après sa première élection à la présidence. C'est possible. Je suis prêt à en discuter. »

« [L'eau] n'était pas un enjeu lorsque j'étais ambassadeur, mais j'ai toujours trouvé curieux qu'il n'en fût absolument pas question », a dit l'ancien ambassadeur américain Paul Cellucci à un journaliste de CanWest en septembre 2006.

« Il est pratiquement inévitable que l'on exporte l'eau en vrac du Canada ..., étant donné les circonstances politiques, d'ici deux à cinq ans », a dit Paul Michael Wihbey, président et fondateur de Global Water and Energy Strategy Team, lors d'un symposium d'affaires à Banff, Alberta en septembre 2006.

Un sondage national Probe Research révélait en juillet 2006 que 74 pour cent des Canadiens étaient opposés à la vente de l'eau aux É.-U, mais l'harmonisation croissante des règlements et des politiques entre les deux pays nous entraînent sur cette voie. Voici pourquoi il s'agit d'une mauvaise idée:



1. L'eau n'est pas une ressource renouvelable. L'exportation en vrac et les détournements la retirent pour de bon des écosystèmes.

2. L'eau est nécessaire à la vie. On ne devrait empêcher personne d'avoir accès à l'eau parce qu'il ne peut pas payer.

3. L'eau est menacée par les accords

commerciaux.

L'Accord de libre-échange nord-américain considère l'eau comme un « service » et un « investissement », augmentant la vulnérabilité de l'eau canadienne aux investisseurs étrangers avides. Si le Canada permet que l'eau soit drainée et transportée vers d'autres pays à des fins industrielles, nous ne pourrions plus fermer le robinet.

4. L'eau n'est pas une denrée à vendre et à acheter.

L'exportation en vrac de l'eau ne résoudra pas les problèmes d'étalement urbain et de gaspillage. Il serait préférable de trouver des solutions à l'épuisement des ressources plutôt que de la vendre au plus offrant.

Le Canada a besoin d'une nouvelle politique nationale de l'eau qui empêche l'exportation de l'eau pour le profit, qui impose des restrictions aux détournements et

qui reconnaît le rôle du gouvernement fédéral dans la protection de cette ressource. Le gouvernement canadien doit aussi entériner le droit à l'eau en droit international, assurant de la sorte que tous ont accès à de l'eau potable pour boire et se laver.

Consultez la section sur l'eau de notre site Web pour plus d'information sur ce que vous pouvez faire pour aider à sauver l'eau canadienne.